

Statut du MDRP en République démocratique du Congo – Mai 2007

Le statut du PNDDR reste relativement inchangé depuis Mars. Le programme national continue de payer un Filet de Sécurité à tous les démobilisés via CELPAY, une activité qui sera complétée le mois prochain. En Avril, des inquiétudes furent exprimées concernant des violences liées à des retards de paiement. Nous avons confirmé avec CELPAY que depuis Mars 2007, Celpay paie en moyenne \$1,5 millions par mois dans plus de 40 emplacements à travers la RDC sans incident majeur. CONADER /CELPAY font face toutefois à un nombre restreint de démobilisés qui réclament plus d'argent ou tentent de frauder le système. Les activités de réintégration sont aussi en cours. En Avril, le MDRP confirma que des contrats sont en place pour 56.000 ex-combattants, dont 46.600 reçoivent ou ont déjà reçu leur support. Les fonds initiaux du PNDDR sont insuffisants pour couvrir les autres 40.000 ex-combattants restants. **Dans l'est du pays, des zones de violence et des signes de réémergence de conflits persistent.* (Voir détails ci-dessous)**

Du 1 au 7 Avril, le Secrétariat du MDRP et les partenaires ont effectué, conjointement avec la Banque africaine de Développement (BaD), une mission de restructuration en RDC. La mission qui avait pour but de déterminer le statut du PNDDR et identifier comment achever les objectifs initiaux du projet et compléter les activités, conclut que :

- **Il existe un consensus autour de la validité continue des objectifs initiaux du projet.** Bien qu'un large nombre d'ex-combattants aient déjà été démobilisés, 40.000 ex-combattants traités avant le 31 décembre 2006, nécessitent encore une aide à la réintégration et 70.000-90.000 combattants et 19.700 membres des groupes armés doivent encore prendre part au processus complet de DDR/intégration. Environ 10.000 invalides et 8,700 enfants restent aussi à être traités. Si rien n'est fait pour les assister, les ex-combattants pourraient poser un risque de conflit.
- **Le MDRP est prêt à assister le nouveau gouvernement à compléter le projet.** Durant la mission, le MDRP a rencontré le Ministre de la défense pour réaffirmer son soutien aux objectifs du PNDDR, tout en indiquant que les nouvelles ressources ne seront disponibles que sous certaines conditions : (i) un nouvel arrangement institutionnel doit être mis en place pour exécuter le projet (y compris la dissolution de la CONADER, et la création d'une nouvelle unité sous la tutelle du Ministère de la Défense) et (ii) le Gouvernement doit rembourser la Banque mondiale/ MDRP un montant approximatif de 7 millions pour les dépenses et passations de marché déclarées inéligibles.
- **En anticipation de l'accomplissement de ces conditions, la Banque mondiale et la BaD préparent la mise en place de nouvelles ressources financières.** La Banque mondiale est en train de préparer un financement IDA supplémentaire de \$50 millions et la BaD un financement parallèle d'approximativement US\$22 millions. Ces nouveaux fonds couvriront le coût de (1) la réintégration de 40.000 ex-combattants démobilisés avant le 31 Déc. ; (2) une nouvelle phase de démobilisation et réintégration pour les membres des FARDC qui ne sont pas encore passés par le processus (22 000 sont anticipés pour la démobilisation); (3) un support à la réintégration pour approximativement 8,700 enfants soldats ; et (4) une assistance spéciale pour un nombre

Statut du MDRP en République démocratique du Congo – Mai 2007

estimé de 10.000 combattants invalides. Les présentations aux Conseils d'administration respectifs de la BaD et la Banque mondiale sont prévues pour mi-juillet.

Le secrétariat du MDRP et la BaD sont en attente d'une réponse du gouvernement de la RDC au sujet des conditions susmentionnées de façon à permettre la finalisation de la procédure de financement.

* Récent rapport non-officiel de la situation **dans l'est du pays** tel que reçu par le Secrétariat.

- Le meurtre de trois étudiants a provoqué des manifestations et des réactions violentes de la police, incidents qui ont mené à la mort de 3 individus et 21 blessés à Bukavu. Des manifestations similaires eurent lieu à Goma, mais sans perte de vie grâce à une réponse policière plus restreinte. Les tensions restent hautes.
- Le comportement des groupes armés et des brigades intégrées des FARDC continuent de créer de l'instabilité.
- Le 10 Mai, il fut annoncé que les troupes de Nkunda se retireraient des brigades intégrées.
- Les « 47 » (anciens membres des milices de Mutebutsi, maintenant considérés comme FARDC) avaient maintenu qu'ils rejoindraient le processus d'intégration, mais se sont installés au lieu dans un petit village près de Sange/Uvira, causant panique et exode parmi la population et préparation pour le combat parmi les FARDC, FDLR et les anciens Mayi-Mayi. Il est maintenant suspecté que les « 47 » recrutent de force à grande vitesse et que leur nombre a atteint 1 000.
- Deux unités ex-RCD près de Beni/Butembo, considérée maintenant comme FARDC, refusent de joindre le brassage, insistant pour être directement intégrés dans l'armée, causant la population à paniquer et les Mayi Mayi de la région à se préparer au combat.
- Un nouveau mouvement Mayi Mayi a été créé : les *Patriotes Résistants Congolais* (PARECO). Il est dirigé par le Col. Lafontaine des FARDC, qui a apparemment publié une déclaration demandant la poursuite en justice de ceux qui ont accepté le mixage et l'expulsion de tous les Rwandais. PARECO essaie maintenant de convaincre les anciens Mayi Mayi de les rejoindre.
- Une nouvelle alliance de groupes bantus a mis en circulation une déclaration usant un langage similaire à celui utilisé par les extrémistes Hutu peu avant le génocide rwandais.